



La crise anglophone au Cameroun : comment l’Eglise catholique peut encourager le dialogue

Briefing Afrique de Crisis Group N°138

Nairobi/Bruxelles, 26 avril 2018. Traduit de l’anglais

Que se passe-t-il ? Les combats s’intensifient entre les forces de sécurité et les militants de la minorité anglophone du Cameroun. Le gouvernement refuse de prendre en compte les griefs des anglophones tandis que les militants armés semblent prêts à continuer à se battre. L’Eglise catholique, qui représente près d’un tiers de la population camerounaise, pourrait jouer un rôle d’arbitre, mais le clergé a pris des positions divergentes sur la crise en cours.

En quoi est-ce significatif ? Hormis le clergé catholique, les médiateurs potentiels sont rares. Si personne ne prend cette responsabilité, le sentiment séparatiste déjà exprimé par de nombreux anglophones va continuer à progresser, ce qui va intensifier la violence et exacerber l’insurrection actuelle dans les régions anglophones, alors que des élections sont prévues en 2018.

Comment agir ? L’Eglise doit surmonter ses divisions et afficher sa neutralité sur la question la plus sensible pour les régions anglophones – fédéralisme ou décentralisation. Un clergé capable de projeter une image d’impartialité pourrait travailler avec d’autres acteurs fiables pour jouer un rôle de médiateur entre les figures de la contestation anglophone et le gouvernement, et juguler une dangereuse crise en pleine expansion.

I. Synthèse

La crise anglophone au Cameroun, qui a débuté en octobre 2016, s’est transformée en conflit entre les forces de sécurité et des séparatistes de mieux en mieux armés qui luttent au nom de la minorité anglophone marginalisée. L’élan séparatiste va crescendo parmi les anglophones tandis que le gouvernement de Paul Biya fait peu de cas des griefs historiques de la communauté. La violence s’est répandue : plus de 100 civils et au moins 43 membres des forces de sécurité seraient morts au cours des sept derniers mois, ainsi qu’un nombre inconnu de militants armés.

Des indices laissent penser que les séparatistes contrôlent des portions de territoire ; 34 000 personnes ont trouvé refuge au Nigéria dans des conditions précaires

et environ 40 000 sont déplacées dans la région anglophone du Sud-Ouest. De nombreux militants semblent considérer qu’ils ont intérêt à se battre pour être en position de force en cas de négociations avec le pouvoir de Yaoundé. L’Union africaine et les puissances occidentales ont appelé au dialogue. Le gouvernement reconnaît la nécessité d’engager des pourparlers, mais rejette l’appel des activistes anglophones à une médiation externe, et refuse toute discussion sur le fédéralisme. Il a emprisonné des dirigeants anglophones avec qui il s’entretenait auparavant.

L’Eglise catholique pourrait aider à sortir de cette dangereuse impasse. Présente dans chacune des dix régions du Cameroun, c’est l’une des institutions les plus solides du pays. Près d’un tiers des Camerounais sont catholiques, et l’Eglise dispose d’un dense réseau d’écoles et d’hôpitaux. Les Camerounais la prennent très au sérieux. Actuellement, néanmoins, ses divisions intestines, en particulier entre le clergé anglophone et francophone, l’empêchent de jouer un rôle constructif. Il est encore temps pour l’Eglise de dépasser ses différends internes. Les évêques anglophones et francophones devraient publier une déclaration commune pour afficher leur neutralité sur la question la plus controversée – fédéralisme ou décentralisation – et afficher leur volonté de jouer un rôle de médiateur.

L’Eglise devrait aussi renouveler son appel à la fin des violences et à des négociations entre les figures de la contestation anglophone et le gouvernement. Des pourparlers directs entre les deux camps étant pour le moment peu probables, l’Eglise, pour peu qu’elle parvienne à projeter une image d’impartialité et à gagner la confiance des deux camps, pourrait jouer un rôle en coulisses pour établir des canaux de communication indirects. Il serait utile qu’elle plaide pour la libération des prisonniers et pour une forme d’amnistie pour les meneurs anglophones qui ont fui le pays, deux probables prérequis pour des négociations. Elle pourrait continuer de coopérer avec d’autres institutions religieuses, comme l’Eglise presbytérienne camerounaise, qui, en janvier 2017, a fait part de sa disposition à jouer un rôle de médiateur, et la Convention baptiste du Cameroun, ainsi qu’avec des chefs traditionnels et des associations de la société civile crédibles. Alors que la violence semble sur le point de s’intensifier, en particulier à l’approche de l’élection présidentielle prévue en 2018, les médiateurs et pacificateurs potentiels sont rares. L’Eglise devrait surmonter ses divisions, se positionner comme arbitre impartial et aider à résoudre une crise de plus en plus meurtrière et préoccupante.

II. Une tradition d’engagement politique et de divisions

Le clergé catholique camerounais s’est souvent montré divisé en période d’instabilité politique. Le cas le plus célèbre date des années 1970, lorsque l’Eglise s’est déchirée sur le sort de l’archevêque Albert Ndongmo, accusé par le gouvernement de soutenir les insurgés de l’Union des populations du Cameroun (UPC).¹ Le gouvernement de l’époque, sous la direction du président Ahmadou Ahidjo, a demandé à Ndongmo de

¹ L’UPC était un mouvement anticolonial qui, après l’indépendance en 1960, a combattu le régime d’Ahmadou Ahidjo (le premier président du Cameroun, en poste de 1960 à 1982), qualifié de laquis de la colonisation. Pour plus d’informations, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°160, *Cameroun : Etat fragile ?*, 25 mai 2010.

négocier avec les insurgés, mais l'a ensuite arrêté pour avoir collaboré avec eux, et en 1970 l'a condamné à mort (une condamnation commuée par la suite en peine de prison à perpétuité). Jean Zoa, l'archevêque de la capitale camerounaise, Yaoundé, qui était proche du régime, a refusé de signer la note rédigée par les prêtres pour dénoncer l'incarcération de Ndongmo. Quand Ahidjo a gracié Ndongmo en 1975, l'archevêché de Zoa a refusé de se joindre au reste de l'Eglise pour célébrer sa remise en liberté.²

Les désaccords au sein de l'Eglise catholique ont souvent une dimension ethnique, opposant les prêtres appartenant à l'influente communauté des Bamiléké à ceux issus d'autres groupes. Les rivalités au sujet des affectations et des promotions sont fréquentes. En 1987, un groupe de prêtres issus pour l'essentiel de l'ethnie des Bassa dans l'archevêché de Douala a écrit une note au Vatican critiquant la nomination d'évêques bamiléké dans des diocèses hors de leur région d'origine.³ Entre autres, la nomination au poste d'archevêque de Garoua, dans la région du Nord du Cameroun, de Christian Tumi, originaire de la région du Nord-Ouest et membre des peuples Grassfields auxquels sont liés les Bamiléké, suscitait leur ire. En des termes péjoratifs à peine voilés, la note qualifiait Tumi de « Bamiléké anglophone ».⁴

Quelques années plus tard, alors que le Cameroun entame une turbulente transition vers le pluralisme politique, marquée par des mesures répressives contre les manifestants prodémocratie, l'Eglise catholique est une nouvelle fois divisée. En 1990, le Rassemblement démocratique du peuple camerounais (au pouvoir depuis 1960, bien que sous un nom différent) organise des rassemblements à travers tout le pays contre ce qu'il qualifie d'introduction « précipitée » du pluralisme politique. A la fin des manifestations à Yaoundé, le 30 mars, une messe est célébrée à la cathédrale par l'archevêque Zoa. Tumi, devenu entre-temps cardinal et une figure de proue du mouvement démocrate, s'oppose à ce qu'il considère comme une manœuvre autoritaire.⁵

Le 26 mai 1990, des opposants lancent un nouveau parti à Bamenda sous le nom de Front social démocrate. Ce jour-là, six de ses sympathisants sont tués par la police, et l'archevêque anglophone de Bamenda, Paul Verdzekov, organise une commémoration dans sa cathédrale. En réponse, l'archevêque Zoa célèbre une contre-

² Jean-Claude Djereke et Kä Mana, *L'engagement politique du clergé en Afrique noire* (Paris, 2001) ; Jean-François Bayart, « La fonction politique des églises au Cameroun », *Revue française de science politique*, vol. 3, no. 23 (1973), p. 514-536.

³ « Des évêques Bamilékés indésirables à Yaoundé », Camerounweb.com, 10 août 2017.

⁴ Jean-François Bayart et Achille Mbembe, « La bataille de l'archidiocèse de Douala », *Politique africaine* (1987), p. 77-84. Cette fracture ethnique a perduré dans les années 1990. En juillet 1999, quand André Wouking, un Bamiléké, a été nommé archevêque de Yaoundé (que beaucoup de membres du groupe ethnique des Beti considèrent comme leur territoire), des chrétiens ont protesté sur l'autoroute Bafoussam-Yaoundé le jour de son entrée en fonction. Pascal Touoyem, *Dynamiques de l'ethnicité en Afrique : éléments pour une théorie de l'Etat multinational* (Bamenda, 2014), p. 62 ; Jean-François Bayart, Peter Geschiere et Francis Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale* (2001).

⁵ Quand Crisis Group l'a rencontré dans son diocèse de Douala en 2010, le cardinal Tumi s'est plaint des divisions ethniques au sein de l'Eglise et du manque de progrès démocratique dans le pays.

messe dans la cathédrale de Yaoundé afin, selon ses dires, de « purifier l’image de l’Eglise catholique de l’office impie » de Bamenda.⁶

L’Eglise catholique ou des membres du clergé ont continué à prendre position dans la vie politique depuis les années 1990, en particulier au sujet de l’organisation d’élections. Et des divergences de vues ont persisté entre le clergé conservateur proche des autorités de Yaoundé et ceux plus enclins à la critique.⁷ L’Eglise s’est imposée comme un acteur de premier plan de la vie politique camerounaise, mais de telles divisions continuent de miner sa capacité à jouer un rôle constructif. La crise anglophone ne fait pas exception.

III. L’Eglise dans la crise anglophone

Outre ses divisions ethniques, l’Eglise souffre de fissures entre anglophones et francophones. Le pays compte cinq provinces ecclésiastiques, toutes rattachées à la Conférence épiscopale nationale du Cameroun (CENC). Quatre d’entre elles sont francophones, tandis que la province ecclésiastique de Bamenda couvre les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, à prédominance anglophone, sous l’égide de la Conférence épiscopale provinciale de Bamenda (Bamenda Provincial Episcopal Conference, BAPEC). Sans surprise, les six évêques des régions anglophones se montrent plus préoccupés par la crise que leurs collègues des zones francophones, reflétant la colère des fidèles anglophones face à la politique du gouvernement central et la sympathie du clergé des régions anglophones pour les griefs des anglophones.⁸

Dans la crise actuelle, deux questions en particulier créent des clivages au sein du clergé. La première concerne la structure de l’Etat : faut-il prôner la décentralisation, le fédéralisme, ou même l’indépendance pour un nouvel Etat anglophone ? La hiérarchie ecclésiastique nationale soutient la décentralisation au sein d’un Etat unifié. Au cours d’une visite dans les régions affectées en mai 2017, l’archevêque Samuel Kleda, président de la CENC, a affirmé que la conférence avait demandé au gouvernement de mettre en œuvre la décentralisation, comme le prévoit la loi constitutionnelle de 1996.⁹

⁶ Charles Manga Fombad, « State, Religion and Law in Cameroon: Regulatory Control, Tension and Accommodation », *Journal of Church and State*, vol. 57, no. 1, 1^{er} mars 2015, p. 18-43.

⁷ L’élection présidentielle de 2011 a illustré ces divergences. Alors que le cardinal Tumi a dénoncé les fraudes à l’issue du scrutin, l’archevêque de Yaoundé a félicité le chef d’Etat et organisé une messe œcuménique d’action de grâce à la cathédrale de Yaoundé. Entretiens de Crisis Group, membres du clergé, Yaoundé, mars 2018.

⁸ Concernant ces griefs, voir le rapport Afrique de Crisis Group N°250, *Cameroun : la crise anglophone à la croisée des chemins*, 2 août 2017. Une dizaine de milices rebelles et de « groupes d’autodéfense » autoproclamés sont actuellement actifs dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest du Cameroun, avec au moins 500 combattants et membres actifs. Certains, comme les Forces de défense de l’Ambazonie, les Tigres d’Ambazonie, l’Armée de restauration de l’Ambazonie, les Forces de défense du Southern Cameroons et les Dragons rouges du Lebiallem, sont équipés de fusils d’assaut modernes. Entretiens de Crisis Group, journalistes, employés d’ONG, personnel des forces de sécurité, Douala, Buea et Bamenda, mars 2018.

⁹ « Cameroon – Anglophone crisis: Archbishop Samuel Kleda on a ‘seductive’ mission in NW and SW », *Actu Cameroun*, 6 mai 2017 ; Richard Moncrieff, « Cameroon’s Anglophone crisis is escalating. Here’s how it could be resolved », *African Arguments*, 27 septembre 2017.

A l'inverse, certains prêtres anglophones sont allés jusqu'à appeler à la création d'un nouvel Etat. En avril 2017, par exemple, le père Wilfred Emeh du diocèse de Kumba a appelé au rétablissement de l'indépendance du Southern Cameroons (Cameroun méridional britannique), proposant le fédéralisme comme une étape vers l'indépendance. Le mois suivant, le père Gerald Jumbam du diocèse de Kumbo a écrit une lettre ouverte à l'archevêque Kleda, soutenant l'indépendance pleine et entière des zones anglophones et qualifiant les fédéralistes de « lâches ».¹⁰ Plus tard, au cours du mois de mai, le père David Fomanka, ancien secrétaire à l'enseignement catholique du diocèse de Mamfé, a plaidé en faveur de l'indépendance dans une lettre ouverte aux « Camerounais du Sud ».¹¹

Ces trois prêtres vivent aujourd'hui à l'étranger. Sans conteste, leur position reflète les frustrations d'une part de la population anglophone. Mais l'immense majorité des 350 prêtres camerounais sont plus prudents. Ils s'expriment peu en public et se disent favorables au fédéralisme ou à une décentralisation effective en privé, mais pas à l'indépendance.¹² Par ailleurs, la plupart respectent la hiérarchie de l'Eglise et le principe selon lequel les évêques en sont la voix.¹³

Le second désaccord concerne l'éventuel soutien au boycott des écoles, déclaré en janvier 2017 par les militants anglophones, parallèlement à une grève générale (l'ambition affichée étant de transformer les villes en « villes mortes »). Le boycott a continué tout au long de 2017, mais en 2018 les cours ont repris dans de nombreuses écoles, en particulier en ville. Fomanka, Emeh et Jumbam soutiennent le boycott, tandis que l'évêque George Nkuo, président de la BAPEC et de facto chef ou porte-parole de la branche anglophone de l'Eglise, n'est pas du même avis, estimant que l'éducation des enfants doit être respectée comme une mission primordiale de l'Eglise.¹⁴ En cela, il est d'accord avec l'Eglise nationale.

Mais des désaccords subsistent entre les évêques. En mai 2017, l'archevêque Kleda a mis la pression sur les évêques anglophones pour qu'ils fassent en sorte que les cours reprennent immédiatement. L'évêque Emmanuel Bushu de Buea a pris une position différente. Sans soutenir le boycott, il a estimé que celui-ci correspondait au

¹⁰ « An open letter from Father Gerald to the president of the National Episcopal Conference of Cameroon, Archbishop Samuel Kleda », *Cameroon Concord*, 6 mai 2017.

¹¹ Southern Cameroons, ou l'ancien Cameroun méridional britannique, était le nom donné aux régions anglophones avant l'indépendance et la réunification avec l'ancien Cameroun français. Voir le père Wilfred Emeh, « We need restoration of our statehood », *BaretaNews*, 18 avril 2017 ; « Form your own government now: Rev Father Fomanka tells Southern Cameroonians », *BaretaNews*, 29 mai 2017.

¹² « Memorandum presented to the head of state, His Excellency President Paul Biya, by the bishops of the ecclesiastical province of Bamenda on the current situation of unrest in the Northwest and Southwest regions of Cameroon », BAPEC, 22 décembre 2016. Entretiens de Crisis Group, membres éminents du clergé catholique, Buea et Bamenda, mars 2018.

¹³ Entretiens de Crisis Group, membres éminents du clergé catholique, Buea et Bamenda, mars 2018 ; cardinal Christian Tumi, Douala, mars 2018.

¹⁴ « Cameroon Anglophone bishops call for school resumption following calls from PTAs », *Cameroon schoolnews.wordpress.com*, 21 juillet 2017. Voir aussi le pape Jean XXIII, *Mater et magistra*, 15 mai 1961.

souhait des parents et que la libération des détenus par le gouvernement serait plus utile pour résoudre la crise, et in fine rouvrir les écoles.¹⁵

La position anti-boycott de personnalités de premier plan au sein de l'Eglise a provoqué la colère des militants anglophones et les a poussés à menacer le clergé. Ils ont aussi mis le feu à des écoles ne participant pas au boycott. Des militants ont incendié deux écoles primaires à Tobin et Kumbo le 5 août 2017 et causé d'importants dégâts au collège catholique Sacré-Cœur à Bamenda le 18 septembre.¹⁶

La plupart des évêques francophones ne se sont pas exprimés sur la crise, laissant l'archevêque Kleda parler au nom de l'Eglise nationale. Ils ne se sont pas mobilisés non plus quand un consortium de parents fabriqué de toutes pièces par le gouvernement a intenté une série d'actions en justice contre des membres du clergé anglophone, les accusant d'apporter leur aide au boycott des écoles. En avril 2017, le tribunal de première instance de Bamenda a cité plusieurs évêques anglophones, de même que le modérateur de l'Eglise presbytérienne et le président exécutif de la Convention baptiste du Cameroun, à comparaître dans ce dossier ; ils sont aussi accusés de mettre en danger l'unité nationale, les procureurs estimant que certaines de leurs déclarations ont contribué à paralyser les écoles. Peu de temps après, un tribunal à Buea a cité des évêques du Sud-Ouest à comparaître. Les poursuites ont depuis été abandonnées, mais le gouvernement a montré qu'il était prêt à poursuivre des membres du clergé en justice pour des raisons politiques.¹⁷

Comme par le passé, l'Eglise est prise en tenaille entre le gouvernement de Yaoundé et ses opposants sur le terrain. La pression est même venue du nonce apostolique (récemment remplacé), qui a poussé les évêques anglophones à rouvrir les écoles, mais n'a exprimé aucune préoccupation ni sur la sécurité des écoles face aux incendies criminels, ni sur les poursuites des évêques motivées par des considérations politiques.¹⁸ Dans les cercles diplomatiques de Yaoundé, l'émissaire du pape a été perçu comme ayant pris le parti du gouvernement dans la crise.¹⁹

Malgré la polarisation, les évêques anglophones et francophones se rejoignent sur certains points, et des personnalités importantes de l'Eglise essaient de trouver un terrain d'entente. Par exemple, en dépit de nuances sur la forme, les évêques anglophones comme francophones ont condamné la répression musclée de l'armée contre des civils en septembre et octobre 2017.²⁰ Ce précédent montre que l'Eglise peut faire preuve de plus de cohérence interne et jouer un rôle plus constructif.

¹⁵ « The meeting convened by Archbishop Kleda in Buea ended in a deadlock », *Cameroon Concord*, 3 mai 2017. Entretiens de Crisis Group, membres éminents du clergé catholique, Douala, Buea et Bamenda, mars-septembre 2017.

¹⁶ Entretien de Crisis Group, membre éminent du clergé, Buea, mai 2017.

¹⁷ « Cameroon – Anglophone crisis: Government drags Catholic bishops to court over stalemate on school resumption », *Actu Cameroun*, 15 avril 2017.

¹⁸ Entretien de Crisis Group, membre du clergé catholique, Douala et Buea, mars 2018.

¹⁹ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Yaoundé, février-mars 2018.

²⁰ « Ambazonia crisis: Roman Catholic bishops fail to see eye to eye », *Cameroon Intelligence Report*, 11 janvier 2018. Sur la répression, voir le briefing Afrique de Crisis Group N°130, *Cameroun : l'aggravation de la crise anglophone requiert des mesures fortes*, 19 octobre 2017.

IV. L'Eglise comme médiateur potentiel

Pour aider plus efficacement à juguler l'insurrection et à parer au risque de guerre civile au Cameroun anglophone, l'Eglise catholique doit surmonter ses désaccords internes ou, à défaut, trouver un terrain d'entente pour projeter une image d'impartialité. Plusieurs commentateurs ont appelé l'Eglise à servir de médiateur entre les belligérants, comme elle l'a fait dans des pays voisins, notamment en République démocratique du Congo et en République centrafricaine.²¹ Si elle est amenée à jouer ce rôle, l'Eglise doit éviter de prendre des positions tranchées sur les principales questions qui divisent les protagonistes.

Dans cette perspective, il serait utile que les évêques anglophones et francophones se réunissent et publient une déclaration commune affichant leur neutralité sur les questions les plus sensibles, en particulier celle qui oppose fédéralisme et décentralisation, reconnaissant que le sentiment de marginalisation des anglophones est dans une certaine mesure justifié, dénonçant les violations des droits humains, et appelant toutes les parties à la retenue. Ils pourraient ensuite se montrer disposés à jouer un rôle de médiateur dans la crise. Les détails de cette médiation devraient être définis à huis clos. Une telle approche pourrait accroître la confiance du public (en particulier dans les zones anglophones) à l'égard de l'Eglise, tout en aidant à détourner l'attention des positions radicales et clivantes prises par certains prêtres.

A terme, des pourparlers directs entre les principaux protagonistes constituent le meilleur espoir pour éviter l'escalade. Mais la violence et les clivages actuels leur laissent peu de chances d'aboutir dans l'immédiat, même en présence de médiateurs.²² L'approche la plus sensée pour l'Eglise, si elle parvient à se positionner en tant qu'arbitre impartial, serait de s'entretenir séparément avec chacune des parties pour comprendre leurs divergences de vues et leurs lignes rouges. Selon des sources de Crisis Group, de telles consultations pourraient déjà être en cours, bien qu'en ordre dispersé.²³ Celles-ci devraient être consolidées par une meilleure coordination entre les évêques, de manière à ce que ceux qui sont impliqués puissent parler pour l'Eglise dans son ensemble ; l'Eglise pourrait potentiellement assurer une navette diplomatique, avec pour objectif d'améliorer la compréhension mutuelle et de rapprocher les deux parties en préparation à des négociations directes. Pour ce faire, il serait utile que l'Eglise travaille avec d'autres confessions, en particulier l'influente Eglise presbytérienne, qui a indiqué sa volonté de jouer un rôle et qui collabore déjà étroitement avec l'Eglise catholique sur ce dossier.²⁴ Elle pourrait aussi impliquer la Convention baptiste du Cameroun, ainsi que des chefs traditionnels et des associations de la société civile crédibles.

²¹ Suivi par Crisis Group de discussions sur la crise anglophone sur les réseaux sociaux tout au long de l'année 2017.

²² Déclaration de Crisis Group, « Crise anglophone au Cameroun : le dialogue demeure l'unique solution viable », 21 décembre 2017.

²³ Entretiens de Crisis Group, diplomates, Yaoundé, mars 2018.

²⁴ Selon des prêtres et pasteurs anglophones, « l'unité est bien plus grande entre les évêques anglophones, l'Eglise presbytérienne et la Convention baptiste du Cameroun qu'avec les évêques francophones ». Si bien que les trois institutions ont une position quasi unanime sur la crise anglophone. Entretiens téléphoniques de Crisis Group, prêtres et pasteurs anglophones, avril 2018.

Avant même d'entamer d'éventuels pourparlers directs, l'Eglise devra probablement se pencher sur la question de l'exil des activistes anglophones. Nombre d'entre eux veulent rentrer dans leur pays mais s'inquiètent naturellement de l'emprisonnement des militants anglophones par le gouvernement. L'Eglise pourrait plaider pour une forme d'amnistie, pour la libération de prisonniers et des garanties pour ceux qui rentrent, peut-être en échange d'un cessez-le-feu de la part des milices armées anglophones.

L'ordre du jour précis des éventuels pourparlers entre les figures de la contestation anglophone et le gouvernement ne peut pas être défini à l'avance. Mais même les discussions préliminaires doivent prendre en compte le profond sentiment d'aliénation des anglophones. Le gouvernement ne peut pas continuer à ignorer ce sentiment et doit être prêt à débattre du fédéralisme, même si ce n'est pas la seule option pour répondre aux préoccupations des anglophones (une décentralisation conférant une réelle autorité aux régions serait déjà un grand pas en avant).

La question du séparatisme est plus délicate. Un nombre croissant de militants en ont assez de ce qu'ils perçoivent comme la mauvaise foi de Yaoundé et penchent pour cette option (qu'ils ont tendance à appeler « rétablissement de l'indépendance »). Mais cela reste une ligne rouge pour Yaoundé, et soutenir la sécession reste assimilé à de la trahison.²⁵ En même temps, les mouvements séparatistes se sont établis sur le terrain et ne peuvent tout simplement pas être ignorés. Il n'est toujours pas certain qu'un dialogue franc entre le gouvernement et les figures de la contestation anglophone et une réelle décentralisation ou le fédéralisme puissent étouffer ces mouvements. Mais sans pourparlers et un transfert de pouvoir sous une forme ou une autre aux régions, y compris anglophones, le sentiment séparatiste va probablement continuer à progresser et le conflit s'intensifier, risquant de se transformer en guerre civile.

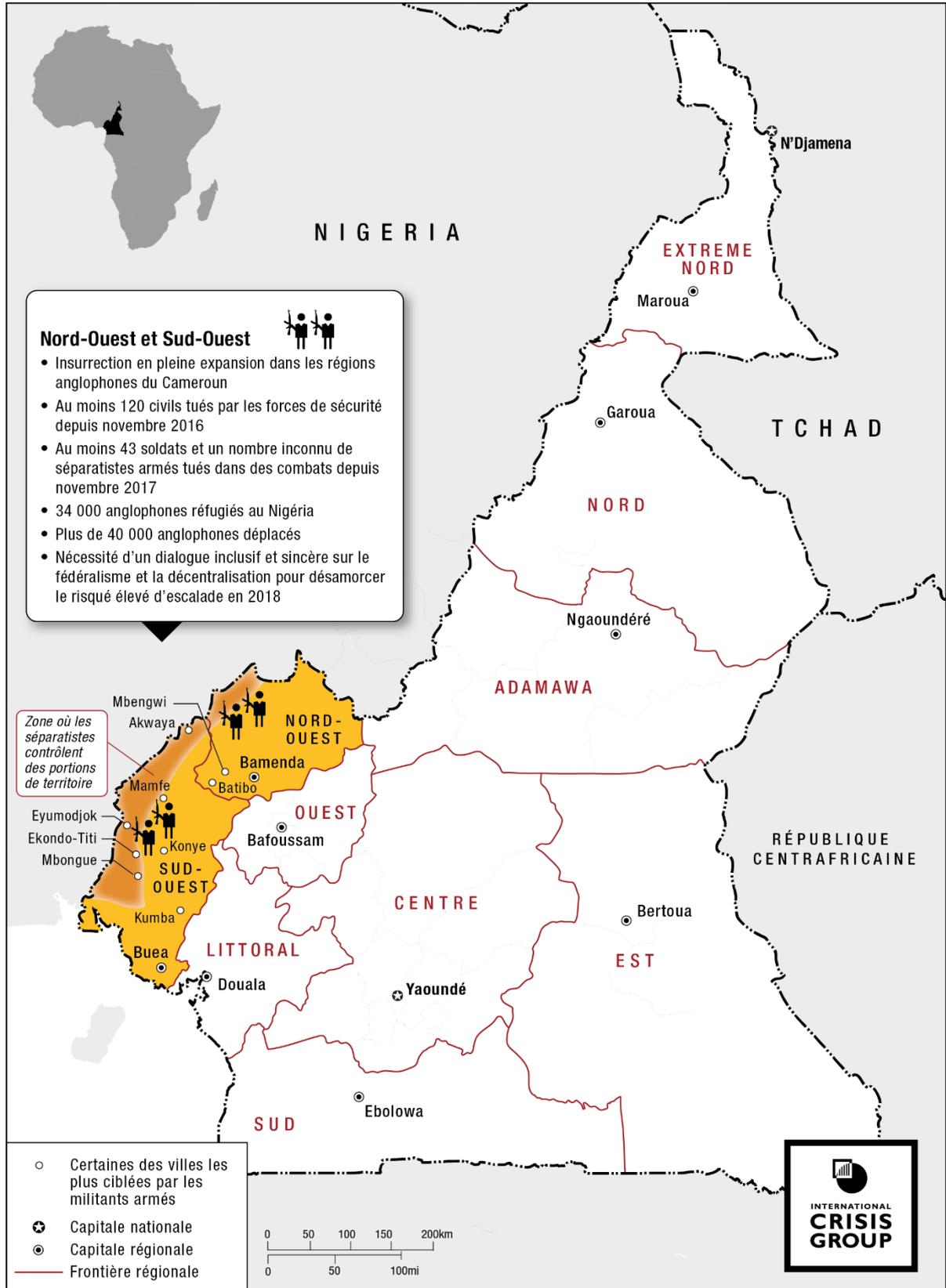
V. Conclusion

Le Cameroun fait face à des risques majeurs en cette année électorale. Boko Haram reste actif dans l'Extrême-Nord, l'instabilité domine à l'Est le long de la frontière avec la République centrafricaine et le mécontentement populaire continue d'agiter les grandes villes. Mais l'insurrection dans les zones anglophones, et la réponse maladroite du gouvernement, constitue désormais la menace principale pour la stabilité du pays. Une solution négociée est cruciale. L'Eglise catholique, pour peu qu'elle parvienne à surmonter ou à dissimuler ses divisions internes et à projeter une image d'impartialité, serait en bonne position pour y contribuer. Les acteurs internationaux devraient soutenir les initiatives de l'Eglise et pousser à une plus grande unité au sein du clergé. Mais c'est aussi à l'Eglise de faire preuve de davantage de cohésion.

Nairobi/Bruxelles, 26 avril 2018

²⁵ « Loi n° 2016/007 du 12 juillet 2016 portant Code Pénal », Article 111, République du Cameroun, 12 juillet 2016.

Annexe A : Carte de la crise anglophone au Cameroun



Annexe B : Chronologie

1^{er} janvier 1960

Le territoire francophone du Cameroun obtient son indépendance de la France et devient la république du Cameroun. Les zones anglophones obtiennent leur indépendance du Royaume-Uni en octobre 1961 et s'unissent à la république du Cameroun pour former la république fédérale du Cameroun.

20 mai 1972

Après un référendum qui donne naissance à la république unie du Cameroun, le président Ahidjo renforce la centralisation, supprime le fédéralisme et suscite l'indignation des populations anglophones.

Mars 1984

Le président Paul Biya décide de reprendre le nom de république du Cameroun et supprime du drapeau la deuxième étoile qui représentait la partie anglophone de la fédération.

11 octobre 2016

La tension monte lorsque des avocats anglophones du Nord-Ouest et du Sud-Ouest organisent des grèves pour exiger la restauration du système de la common law dans leurs régions. Le gouvernement ne tient pas compte de leurs demandes, et repousse par la force les manifestations d'avocats.

21 novembre 2016

Les enseignants font grève à Bamenda et des milliers d'anglophones descendent dans la rue pour exiger que leur système scolaire soit respecté. La police et l'armée répondent par la violence, ouvrent le feu et tuent au moins deux manifestants.

8 décembre 2016

De violents affrontements éclatent à Bamenda entre les habitants opposés au gouvernement et les forces de sécurité. Les évêques catholiques publient un mémorandum dans lequel ils énumèrent les doléances des anglophones. Le gouvernement les accuse d'envenimer la crise.

13-14 janvier 2017

Les négociations avec les syndicats d'enseignants et les organisations de la société civile échouent, dans le contexte des exactions commises par la police, qui a notamment tiré sur des civils et tué deux personnes à Bamenda. Les figures de la contestation anglophone démarrent l'opération « villes mortes » et le boycott des écoles dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest.

17 janvier 2017

Des figures de la société civile sont arrêtées, mais les écoles restent fermées et les manifestations s'intensifient. Le gouvernement coupe l'accès à Internet pendant 92 jours.

23 janvier 2017

Le président Biya crée une Commission nationale pour la promotion du bilinguisme et du multiculturalisme pour répondre aux doléances des anglophones. Les militants anglophones critiquent cette initiative qu'ils considèrent comme insuffisante et trop tardive.

2 août 2017

Crisis Group publie un rapport sur les causes profondes de la crise, met en garde contre le risque d'une intensification de la violence, et exhorte le gouvernement camerounais à entamer un dialogue sur la décentralisation, le fédéralisme et la gouvernance.

12-17 septembre 2017

Trois bombes artisanales explosent à Bamenda, sans faire de victimes. Au cours des trois semaines suivantes, les forces de sécurité répriment violemment les grandes manifestations organisées dans les principales villes et des villages du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, faisant au moins 40 morts.

19 octobre 2017

Crisis Group publie un briefing alertant sur le risque imminent d'une insurrection dans les régions anglophones et appelant le président Biya à prendre des mesures d'apaisement et à initier un dialogue sur la décentralisation et le fédéralisme.

1^{er} décembre 2017

Après la mort d'au moins huit membres des forces de sécurité dans des attaques armées menées en novembre par les séparatistes anglophones, et l'explosion de quatre bombes à Bamenda, le président Biya déclare la guerre aux séparatistes anglophones.

21 décembre 2017

Crisis Group publie une déclaration alertant sur le fait que les rangs des milices séparatistes s'étoffent rapidement et appelant le président Biya à initier d'urgence un dialogue sur des réformes.

11 février 2018

Les milices séparatistes continuent à tuer des membres des forces de sécurité et commencent à enlever des responsables camerounais et des étrangers.

26 avril 2018

Crisis Group publie un briefing insistant sur l'importance du rôle de l'Eglise catholique dans la médiation entre les séparatistes anglophones et l'Etat pour juguler une crise dangereuse et en pleine expansion.

Annexe C : A propos de l'International Crisis Group

L'International Crisis Group est une organisation non gouvernementale indépendante à but non lucratif qui emploie près de 120 personnes présentes sur les cinq continents. Elles élaborent des analyses de terrain et font du plaidoyer auprès des dirigeants dans un but de prévention et de résolution des conflits armés.

La recherche de terrain est au cœur de l'approche de Crisis Group. Elle est menée par des équipes d'analystes situées dans des pays ou régions à risque ou à proximité de ceux-ci. À partir des informations recueillies et des évaluations de la situation sur place, Crisis Group rédige des rapports analytiques rigoureux qui s'accompagnent de recommandations pratiques destinées aux dirigeants politiques internationaux, régionaux et nationaux. Crisis Group publie également CrisisWatch, un bulletin mensuel d'alerte précoce offrant régulièrement une brève mise à jour de la situation dans plus de 70 situations de conflit (en cours ou potentiel).

Les rapports de Crisis Group sont diffusés à une large audience par courrier électronique. Ils sont également accessibles au grand public via le site internet de l'organisation : www.crisisgroup.org. Crisis Group travaille en étroite collaboration avec les gouvernements et ceux qui les influencent, notamment les médias, afin d'attirer leur attention et de promouvoir ses analyses et recommandations politiques.

Le Conseil d'administration de Crisis Group, qui compte d'éminentes personnalités du monde politique, diplomatique, des affaires et des médias, s'engage directement à promouvoir les rapports et les recommandations auprès des dirigeants politiques du monde entier. Le Conseil d'administration est présidé par Mark Malloch-Brown, ancien vice-secrétaire général des Nations unies et administrateur du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). La vice-présidente du Conseil est Ayo Obe, juriste, chroniqueuse et présentatrice de télévision au Nigéria.

Robert Malley, président-directeur général de Crisis Group, a pris ses fonctions le 1er janvier 2018. Anciennement directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord de Crisis Group, il a plus récemment servi en tant qu'adjoint spécial auprès de l'ancien président américain Barack Obama ainsi que son conseiller dans la campagne anti-ISIL, et coordinateur pour le Moyen-Orient, l'Afrique du Nord et la région du Golfe à la Maison-Blanche. Précédemment, il a été adjoint spécial pour les affaires israélo-palestiniennes auprès du président Bill Clinton.

Le siège d'International Crisis Group est situé à Bruxelles et l'organisation a des bureaux dans dix autres villes : Bichkek, Bogota, Dakar, Islamabad, Istanbul, Kaboul, Nairobi, Londres, New York et Washington, DC. Elle est également présente dans les villes suivantes : Abuja, Alger, Bangkok, Beyrouth, Caracas, Gaza, Djouba, Guatemala City, Hong Kong, Jérusalem, Johannesburg, Kaboul, Mexico City, Rabat, Sanaa, Tbilissi, Toronto, Tripoli, Tunis et Yangon.

Crisis Group reçoit le soutien financier d'un grand nombre de gouvernements, de fondations institutionnelles et de donateurs privés. Actuellement, Crisis Group entretient des relations avec les agences et départements gouvernementaux suivants: Agence française de développement, Ministère australien des Affaires étrangères et du Commerce, Agence autrichienne pour le développement, Agence japonaise de Coopération internationale, Commission européenne, Direction générale du voisinage et des négociations d'élargissement, Instrument contribuant à la stabilité et à la paix de l'Union européenne, Principauté du Liechtenstein, Département fédéral des Affaires étrangères de la Confédération suisse, Ministère danois des Affaires étrangères, Ministère finlandais des Affaires étrangères, Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, Ministère luxembourgeois des Affaires étrangères, Ministère néerlandais des Affaires étrangères, Ministère néo-zélandais des Affaires étrangères et du Commerce, Ministère norvégien des Affaires étrangères, Ministère suédois des Affaires étrangères, et Irish Aid.

Crisis Group entretient aussi des relations avec les fondations suivantes: Carnegie Corporation of New York, Heinrich Böll Stiftung, Henry Luce Foundation, John D. and Catherine T. MacArthur Foundation, Konrad Adenauer Stiftung, Korea Foundation, Oak Foundation, Omidyar Network Fund, Open Society Foundations, Ploughshares Fund, Robert Bosch Stiftung, Rockefeller Brothers Fund et Wellspring Philanthropic Fund.

Avril 2018



International Crisis Group

Headquarters

Avenue Louise 149, 1050 Brussels, Belgium

Tel: +32 2 502 90 38. Fax: +32 2 502 50 38

brussels@crisisgroup.org

New York Office

newyork@crisisgroup.org

Washington Office

washington@crisisgroup.org

London Office

london@crisisgroup.org

Regional Offices and Field Representation

Crisis Group also operates out of over 25 locations in Africa, Asia, Europe, the Middle East and Latin America.

See www.crisisgroup.org for details

PREVENTING WAR. SHAPING PEACE.